

Lutte de classe

Ils le tiennent leur plan de relance... pour assurer la survie du capitalisme.

Et un organisme de collaboration de classes supplémentaire.

Nicolas Sarkozy a installé vendredi matin avec les partenaires sociaux le Fonds d'investissement social (FISO), qui coordonnera les politiques d'emploi et de formation face à la crise. (AP 10.04)

Curieux d'en savoir davantage par Internet, le moteur de recherche Google m'a aiguillé sur le site de l'UMP. Je n'ai pas pu me retenir de reproduire le communiqué qui y figurait :

« *Un fonds d'investissement social mis en place*

L'UMP se réjouit de l'annonce faite par le Président de la République de la mise en place du Fonds d'Investissement Social, le FISO, pour lequel l'Etat s'engage à hauteur de 1,5 milliards d'euros.

Le Mouvement populaire attend maintenant des partenaires sociaux qu'ils s'engagent à mobiliser les fonds dont ils disposent dans des proportions identiques afin de soutenir efficacement la politique de l'emploi et de la formation professionnelle.

L'initiative de Chef de l'Etat, qui fait écho à une proposition de la CFDT, nécessite la mobilisation de tous les acteurs sociaux pour atteindre la meilleure efficacité dans l'intérêt de tous les salariés.

La mise en place sous l'égide de Christine LAGARDE, Ministre de l'Economie et des Finances, d'un comité de pilotage est par ailleurs le gage d'un bon contrôle de l'utilisation de ces fonds et l'assurance, compte tenu de sa composition « paritaire », d'un ciblage très efficace des actions qui seront menées.

La crise nécessite que chaque acteur économique et social prenne, sans tergiverser, toutes ses responsabilités.

*Dominique PAILLE
Porte-parole*

Communiqué du 10 avril 2009 »

Après cela certains oseront encore nous faire croire que les syndicats seraient « *indépendants* », alors qu'en réalité ils participent activement à la gestion de la société pour le compte du capitalisme depuis 1945. Tous les organismes sociaux dont la composition est « *paritaire* » sont des organismes de collaboration de classes, pire ils participent au financement et à la corruption des syndicats.

Les dirigeants syndicaux ont franchit un pas de plus ici dans (et non vers) le corporatisme en gérant directement avec le gouvernement et le patronat les conséquences de la crise du capitalisme pour en assurer la survie, au lieu de se placer uniquement au côté des travailleurs pour combattre le capitalisme.

Pire encore, je cite la dépêche d'AP « *les partenaires sociaux ont quant à eux promis 200 millions d'euros venant des caisses de la formation professionnelle et 200 millions provenant de l'assurance-chômage.* », alors qu'ils n'ont cessé de brader les droits des chômeurs au cours des 20 dernières années notamment : infâme, scélérat !

Chacun aura compris que pour Sarkozy et les dirigeants syndicaux, c'est aux travailleurs eux-mêmes de payer les conséquences de la crise du capitalisme dont ils sont les principales victimes. Bien que tous les travailleurs ne soient pas logés à la même enseigne, la totalité sont frappés par les contre-réformes mises en oeuvre depuis plus de 15 ans. En soustrayant 200 millions d'euros de l'assurance-chômage, c'est avec les cotisations de l'ensemble des travailleurs qu'ils entendent permettre à la classe ouvrière de mieux supporter les conséquences de la crise du capitalisme, afin d'éviter qu'elle ne se mobilise pour l'abattre à l'heure où les occupations d'entreprises et les séquestrations de patrons se multiplient.

Finalement les dirigeants syndicaux deviennent un peu plus chaque jour les cogestionnaires de la crise du capitalisme avec le gouvernement et les patrons.

La décision des syndicats de participer à cet organisme est d'autant plus grave que « *ses missions sont nombreuses : indemnisation du chômage partiel, appui à la reconversion des licenciés économiques, formation des chômeurs et des salariés les plus exposés à la crise, appui aux politiques des collectivités locales, renforcement des politiques pour l'emploi des jeunes, aides à la création d'emploi.* » (AP)

A partir de cette situation, le gouvernement peut affirmer qu'il fait tout ce qu'il peut avec ses partenaires sociaux pour venir en aide aux travailleurs touchés par le chômage total ou partiel, ce qui va permettre au patronat d'avoir les mains libres demain pour entamer des poursuites judiciaires contre les travailleurs qui procéderont à des occupations d'usines ou des séquestrations.

Les menaces dans ce sens n'ont cessé de se préciser ces derniers jours, la dernière en date vient de Henri Guaino qui a déclaré sur RMC qu'il appartenait aux personnes séquestrées de porter plainte pour faire valoir leurs droits, après avoir dit au correspondant de Reuters que « *Les séquestrations sont contraires à l'esprit de dialogue social, elles sont une atteinte à la liberté individuelle* », la CGPME appelant dans un communiqué « *les personnes concernées à déposer plainte en justice* ».

Ils y seront d'autant plus portés qu'ils y sont encouragés par des délégués syndicaux pourris qui tiennent le même discours que leurs dirigeants. Voici comment se sont exprimés dernièrement deux d'entre eux : « *Pour certains, c'est un moyen de dire qu'ils veulent obtenir quelque chose* », dit Frédéric Homez de FO métallurgie, qui, lui, « *n'approuve pas* » ces actions. « *Nous, syndicat, on est un peu dépassé face à cette colère qui monte* », souligne Nicolas Benoit, élu CGT à Caterpillar. (Le Monde 10.04)

Autrement dit et c'est intéressant de le relever, les dirigeants syndicaux et leurs valets sont débordés par les masses, c'est le carcan des appareils qui commence à se briser à travers la détermination des travailleurs à refuser de payer les conséquences de la crise du capitalisme.

Au lieu de les soutenir, les dirigeants syndicaux les poignent dans le dos.

Le PS n'est pas en reste.

Jean-Michel Fourgous, député UMP et président du groupe PME à l'Assemblée nationale, s'est dit, dans un communiqué, « *scandalisé par la chasse aux patrons orchestrée par une gauche radicale et obsédée par un antisarkozysme primaire.* » (AP 10.04)

Valls (PS) s'est empressé de lui emboîter le pas dans un entretien à paraître ce samedi dans le quotidien *Le Monde* daté de dimanche 12-lundi 13 avril que l'antisarkozysme forcené de la gauche provoque un double effet pervers. Avant d'expliquer qu'en 2012 le candidat du PS devra clairement avancer la nécessité d'« *augmenter certains prélèvements obligatoires* » que devront être supporter évidemment par les travailleurs, c'est moi qui le précise. (AP 11.04)

A bas la collaboration de classes !

Démission de tous les syndiqués participants à la gestion des organismes « *paritaires* » !

Rupture des relations avec le gouvernement et le patronat !

Mobilisation générale de la classe ouvrière pour chasser Sarkozy et en finir avec les institutions de la Ve République, avec le capitalisme !